



ENQUÊTES

revue de l'école doctorale 188
Histoire moderne et contemporaine

Thawra et Corona. Le mouvement révolutionnaire libanais, la crise sanitaire et moi

Marie Auberge

Sorbonne Université

Thawra et Corona. Le mouvement révolutionnaire libanais, la crise sanitaire et moi

Pendant près de huit mois, d'août 2019 à avril 2020, j'ai séjourné au Liban afin d'y mener mes recherches et de poursuivre mon apprentissage de l'arabe classique et levantin. Mon séjour y a été mouvementé, ponctué par les manifestations d'octobre et de novembre et par l'arrivée soudaine du coronavirus, fragilisant un peu plus une situation économique déjà désastreuse.

LA TAXE WHATSAPP ET LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

« *Mâ ra'yyukum 'an fard rasm al-'asbrîn sent 'alâ l-WhatsApp ?* », Quel est votre avis à propos de la taxe de 20 cents sur WhatsApp ? Mon cours d'arabe se terminait parfois par un tour de table durant lequel chaque étudiant était invité à donner son avis sur une question de société générale. Le ton de la question du jeudi 17 octobre 2019 différait sensiblement des autres jours. Le gouvernement de Saad Hariri avait annoncé, dans la matinée, la taxation de 20 centimes de dollars sur chaque appel effectué par les Libanais depuis les services de messageries instantanées gratuits WhatsApp et Viber, largement utilisés au Liban : on y prend rendez-vous avec son médecin, on y commande ses courses, on y discute avec la famille de la diaspora... Ironie du sort, c'est depuis ces mêmes réseaux sociaux que l'appel à la révolution fut lancé. On y échangeait les vidéos des manifestations et les images symboles de la révolution : des mains libérées d'une corde, le poing révolutionnaire exposé sur la Place des Martyrs en centre-ville de Beyrouth, le Cèdre ancré à la terre – en réalité, des incendies s'étaient déclarés quelques jours avant, ravageant des milliers d'hectares de forêts. Les manifestants exprimaient leur mécontentement envers une classe politique jugée corrompue, inchangée depuis la fin de la guerre civile, responsable de la dévaluation de la livre libanaise et de la dégradation rapide des conditions socio-économiques.

Lors de la première nuit de manifestations, je trouvais la situation assez troublante. La spontanéité du mouvement avait surpris un grand nombre de personnes qui, comme moi, ignorantes de la dangerosité ou non des protestations, préféraient s'isoler dans leurs appartements. J'avais en tête, inévitablement, le printemps arabe et les violences répressives qui avaient suivi. En tant que Française, et donc ressortissante d'un pays envers lequel une partie des manifestants reprochait l'ingérence politique, j'hésitais sur la position à adopter. Le caractère pacifiste des manifestations se précisa dès le lendemain, et l'ensemble des Libanais, indépendamment de leur âge, de leur sexe ou de leur confession, se rassemblèrent dans les villes du pays. Les universités, les banques, les administrations et les commerces fermèrent. Les manifestants qui bloquaient les routes avec des pneus enflammés scandaient que la place des Libanais était dans la rue. Lorsqu'ils n'y étaient pas, c'est dans les habitations que la révolution continuait. La télévision de mon appartement fonctionnait en continu, débitait les flots de paroles des protestataires et les discours du président, dont je ne discernais même pas la voix à cause du tumulte ambiant. Dans les supermarchés, les

caddies étaient surchargés. Les étalages des produits non périssables étaient vides. La fermeture prolongée des routes faisait craindre une pénurie alimentaire. Et, ne sachant comment me comporter, trop prudente ou pas assez, j'entassais moi aussi les boîtes de conserves.

LA DÉMISSION DE SAAD HARIRI

Le premier ministre libanais Saad Hariri annonça sa démission le 29 octobre après treize jours de manifestations intenses. Le gouvernement qui pensait que cette déclaration forte allait tasser le mouvement rouvrit les banques, les institutions publiques et les écoles. C'est l'effet inverse qui advint. Les manifestations s'amplifièrent. Un leader politique venait de chuter ; les autres devaient suivre un chemin similaire. L'Université Saint-Joseph se décida à rouvrir, puis referma, contrainte cette fois-ci par les étudiants qui, à leur tour, revendiquaient une amélioration de leurs conditions.

Je me rendis à la Place des Martyrs (*Sāḥat-al-shuhadā'*) dans le centre-ville de Beyrouth, le lieu emblématique de la contestation, quelques jours après l'annonce de la démission de Saad Hariri, pour assister à une conférence sur la nature du mouvement révolutionnaire organisée à la tente de l'Université Saint-Joseph. La conférence était en arabe. Si je ne compris pas le propos en entier, je pus, malgré tout, y remarquer l'impétuosité de la colère. Étudiants et professeurs s'agitaient sur leurs chaises, prenaient la parole sans y avoir été invités et, parfois, sanglotaient, surpris par leurs émotions. Chacun avait une réponse à apporter, cohérente ou non ; c'était souvent le cœur qui parlait. Les tentes des manifestants égayaient la Place des Martyrs où le monument amoché de la statue des Martyrs était autrefois le seul élément de décoration. Je m'attristais de ne pas y voir, dans un premier temps, l'atmosphère festive que l'on m'avait constamment décrite, avant qu'une petite fanfare de révolutionnaires, dont certains étaient vêtus de costumes fantasques, et les odeurs des petits gâteaux (*ka'ke*) libanais, ne viennent soudainement, me sortir de mes pensées. Parfois, en revanche, des partisans de Nabih Berry, président du Parlement depuis 1992 et chef du parti politique chiite Amal, et Hassan Nasrallah, secrétaire de l'organisation chiite Hezbollah, venaient déloger violemment les manifestants installés dans le centre-ville de Beyrouth en représailles de propos jugés insultants envers leurs deux leaders politiques. J'aperçus, un soir, depuis mon balcon, leur convoi à mobylettes, des drapeaux aux couleurs des deux partis politiques accrochés aux rétroviseurs, dans un vacarme assourdissant de klaxons, qui se dirigeait vers la Place des Martyrs. Si ces excès de violence firent craindre, pendant un temps, une professionnalisation du mouvement, ils n'entamèrent pas sa popularité. Des hommes arrachèrent des posters de Hassan Nasrallah, jusque-là intouchable, des manifestants et des militaires s'étreignirent dans une solidarité révolutionnaire inédite, et une chaîne humaine se forma du nord au sud du Liban.

UN MOUVEMENT QUI S'ANCRE DANS LE TEMPS

La crise économique rattrapait les manifestants, contraints de retourner travailler. L'armée leva les barrages routiers. Les universités rouvrirent officiellement. Les manifestations continuèrent, à un degré moindre. Elles s'intensifiaient au gré des déclarations du gouvernement, parfois avec une violence nouvelle, de sorte que la Place des Martyrs ne se vida jamais complètement. Une déviation routière avait été mise en place. Des éclats de verre jonchaient toujours le sol et les murs, fraîchement repeints, étaient tagués à la peinture noire. Les militaires protégeaient les banques et les boutiques de luxe du centre-ville avaient presque toutes leurs rideaux baissés. Certains commerces fermaient de temps à autre de nouveau, le mot *thawra* (révolution) accroché à leurs portes.

Le 19 décembre enfin, le gouvernement nomma Hassan Diab premier ministre. La lenteur de celui-ci à former un nouveau cabinet, à cause du système politique de partage entre les communautés, ne fit qu'accroître le mécontentement de la population qui, depuis le début du mouvement, réclamait un gouvernement de technocrates, c'est-à-dire indépendant des partis politiques traditionnels. En janvier, de nouvelles manifestations se déclarèrent à travers le pays, qui se poursuivirent jusqu'à l'arrivée du coronavirus au Liban. Parfois même, elles reprirent, malgré les consignes de sécurité, car elles étaient manifestement le seul moyen de communication avec le gouvernement.

Le Liban avait donc déjà connu, plusieurs mois avant que la pandémie ne fût déclarée, un confinement : fermeture des écoles, des administrations, des banques, des commerces et des routes. Il existait tout de même une différence notoire : la population n'avait pas l'obligation de rester chez elle, et c'est dans les rues que s'était déroulé le confinement, en octobre et en novembre.

LE DÉBUT DE LA CRISE SANITAIRE AU LIBAN

Le 21 février 2020, le Ministère de la Santé libanais annonça le premier cas de coronavirus identifié au Liban. Et déjà, le concierge de mon immeuble aidait mon voisin à ajuster son masque chirurgical. Quelques jours auparavant, un avion de la compagnie Iran Air en provenance de Téhéran, avait atterri sur le tarmac de l'aéroport international Rafic Hariri de Beyrouth. Une femme libanaise à son bord avait séjourné à Qom, une ville sainte universitaire au sud de Téhéran, site de pèlerinage chiite duodécimain, et aussi l'une des villes les plus impactées du foyer épidémique régional. Le test diagnostique du Covid 19 qu'elle effectua se révéla positif. Le gouvernement libanais déclara dans la foulée, le 27 février, la fermeture immédiate de toutes les crèches, écoles et universités du pays jusqu'à nouvel ordre.

Dans mon entourage, les avis divergeaient. Certains considéraient ces premières mesures exagérées, compte tenu de l'ampleur alors très réduite de la crise sanitaire au Liban – on recensait moins d'une dizaine de cas. Ils accusaient volontiers le nouveau gouvernement Diab de prendre le prétexte du coronavirus pour vider les rues de ses manifestants. Les autres, essentiellement ceux en contact avec le domaine médical, conscients de la fragilité du système de santé libanais, voulaient

y voir une responsabilisation du gouvernement. L'Université Saint-Joseph entama une fronde de résistance conjointe avec l'Université américaine de Beyrouth (AUB) et l'Université libano-américaine (LAU). Les trois principales universités du pays voulaient conserver leurs portes ouvertes pour assurer, comme les écoles, des programmes d'enseignement qui avaient déjà été complètement bouleversés par les longues semaines de fermeture du semestre passé, dues au mouvement révolutionnaire. La réunion qui se tint avec les responsables concernés au Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur libanais ne leur donna cependant pas raison et, le 2 mars, j'obtins la confirmation officielle de la suspension de tous les cours et examens jusqu'à nouvel ordre. L'atmosphère générale n'était pas encore à l'affolement. Les bibliothèques restaient ouvertes. Le gouvernement répétait que la situation était maîtrisée et que le virus ne circulait pas localement. L'Université Saint-Joseph transmit aux étudiants, dont j'étais, le plan sanitaire : espacement adéquat entre les chaises dans les salles de lecture, désinfection des boutons d'ascenseurs et des poignées de portes, aération régulière, distributeurs de gels hydroalcooliques, etc. Une campagne de désinfection débuta le 8 mars par mesure de prévention à la suite de la découverte d'un cas de contamination à la résidence des pères jésuites. Et alors que celle-ci se terminait, le gouvernement libanais déclara l'état d'urgence le 15 mars, obligeant à la fermeture de l'ensemble du campus universitaire.

L'ÉTAT D'URGENCE

Le nombre d'infections au Liban augmenta progressivement et le gouvernement libanais ne tarda pas à imposer, dès le 15 mars, un confinement généralisé, puis un couvre-feu, d'abord de 21 heures à 5 heures du matin, puis à partir de 19 heures. L'ensemble des liaisons aériennes, maritimes et terrestres furent coupées. Les circulations piétonnes et routières étaient tolérées au plus strict nécessaire. Les employés des magasins prenaient la température des clients à l'entrée. Si le thermomètre clignotait, l'accès nous était refusé. La capitale, où le bruit y est habituellement omniprésent, se taisait. Elle ressemblait à une chambre silencieuse. C'est sûrement ce qui rendait l'expérience du confinement encore plus inédite. Je n'entendais plus les symphonies de klaxons, ni même les bruits d'entrechocs des grandes cruches en métal des vendeurs de café ambulants ou ceux des bâtons des marchands de maïs à chariots. Seul le vacarme des générateurs disposés sur la façade des immeubles me rappelait que je résidais dans l'habituelle bruyante capitale libanaise ; et les réprimandes, diffusées par haut-parleurs, des forces de sécurité intérieure libanaises envers les dissidents. Et, contre toute attente, je trouvais ce silence déconcertant. J'avais intégré l'empreinte sonore du quartier de Ras el-Nabeh à ma routine de travail, et son absence m'incommodait.

Lors de la proclamation du confinement, le nombre de cas positifs au coronavirus demeurait encore relativement faible au Liban. La gestion rapide de l'épidémie par le gouvernement libanais permit de former à temps le personnel médical, mais elle mettait en lumière, en réalité, les difficultés du système de santé libanais. Un seul laboratoire dans l'ensemble du pays était habilité à effectuer les tests de dépistages au Covid-19 au début de l'épidémie : le laboratoire de l'hôpital gouvernemental Rafic Hariri à Beyrouth. Le nombre d'infections augmenta au fur et à mesure que

les autres laboratoires du pays reçurent leurs accréditations officielles, donc au fur et à mesure des tests. Je ne cessais alors de m'interroger sur la capacité du système hospitalier libanais, impacté par la crise économique, à absorber un flux de malades qui augmenterait inévitablement. Mes préoccupations différaient de celles des Libanais. Dans certaines régions, pour certains corps de métiers, les questionnements tournaient principalement autour de la survie économique.

LA CRISE ÉCONOMIQUE AU-DELÀ DE LA CRISE SANITAIRE

Le gouvernement libanais prolongea l'état d'urgence sanitaire le 31 mars. Le confinement mondial qu'imposait la pandémie n'arrangea pas les choses au Liban. Les prix des produits importés, qui subissaient déjà une inflation constante depuis plusieurs mois, continuaient à augmenter considérablement. Dans les rayons du supermarché, je trouvai un paquet de fromage râpé à 43 500 livres libanaises (soit environ 28 dollars), une jarre de Nescafé à 36 590 livres libanaises (environ 24 dollars), etc. Et pis, certains produits de marque libanaise étaient eux aussi impactés. Les avions cargo transportant les marchandises étaient pourtant toujours autorisés à atterrir. La livre libanaise continuait à dévaluer par rapport au dollar américain, la devise d'importation. Si, à Beyrouth, le confinement et les gestes barrières étaient plutôt bien respectés, dans d'autres villes, plus pauvres, la crise économique semblait plus désastreuse que la crise sanitaire. Je reçus des photographies prises à la volée d'habitants de Tripoli (la région de Tripoli est la plus pauvre du pays) se ruant sur les distributeurs automatiques le jour de versement des salaires, et des vidéos d'habitants de Zahlé célébrant ironiquement la mise en circulation de nouveaux billets de 100 000 livres et de pièces de 250 livres par la Banque du Liban. On y voyait une foule masquée accompagnant en musique un cercueil sur lequel étaient collés de faux billets. L'ambiance bienveillante n'en traduisait pas moins de lourdes préoccupations.

Les coupures d'électricité journalières, qui interviennent habituellement de manière rotative (trois heures quotidiennes à Beyrouth, parfois davantage dans d'autres villes), augmentaient en nombre depuis le confinement. Le réseau électrique, notoirement déficient depuis la guerre civile, peinait à absorber l'accroissement des flux d'utilisateurs. Les coupures survenaient de manière inopinée, à toutes heures de la journée et de la nuit. Elles se manifestaient aussi pendant mes cours de langue arabe et empêchaient grandement le bon déroulement de la leçon. Les conversations WhatsApp de mon groupe d'étudiants en langue arabe se résumaient à des messages tels que « coupure d'électricité » et « *mushkila fi-l-kabraba'* » (Il y a un problème avec l'électricité). Le générateur à l'extérieur de mon appartement prenait heureusement toujours le relais, malgré quelques caprices, mais, dans les appartements de l'immeuble d'en face, toutes les lumières ne redémarrèrent pas. Outre les coupures d'électricité, des coupures d'eau se manifestaient. L'eau du gouvernement – il est octroyé à chaque habitant quelques heures de distribution d'eau par jour – n'arrivait plus dans mon appartement, obligeant ma propriétaire à s'approvisionner, pendant une dizaine de jours, auprès de fournisseurs privés à des prix excessifs, alors même que notre consommation en eau s'était intensifiée à cause du confinement. Je relativisais d'autant plus ma situation personnelle qu'il était manifeste que, dans l'immeuble d'en face, dans l'appartement d'à

côté, le poids de la crise économique était tel qu'il reléguait la crise sanitaire au second plan. Mais l'inventivité et la solidarité libanaise, que j'avais souvent pu observer durant mon séjour, adoucissaient ce triste tableau, comme lorsque, depuis sa fenêtre, une amie libanaise fit descendre des ravitaillements à ma colocataire attendant au bas de l'immeuble, grâce à un panier accroché à une corde faisant office de poulie. Entre divers *mezzes*, un disque de musique arabe et la trilogie orphique de Jean Cocteau, s'y trouvait un ouvrage sur les mosaïques syriennes.

RECHERCHE ET CONFINEMENT

L'expérience du confinement était au départ contraignante puisqu'elle m'imposait le partage d'un espace de travail restreint et un réseau internet défectueux. Je ne pouvais plus accéder à mes archives ni à mes ressources bibliographiques. La matérialité du papier en venait à me manquer. De même, je découvrais, effarée, ma négligence dans la prise de notes. Je n'avais pas toujours indiqué les pages des ouvrages dans lesquelles j'avais repéré mon information, et ne pouvais désormais plus consulter les ouvrages. Mais, une fois les premiers jours d'adaptation écoulés, je découvrais que le confinement était presque bénéfique, car il m'obligeait à composer avec les ressources que j'avais déjà à ma disposition.

L'impossibilité d'accès à mes sources n'avait finalement pas de conséquences trop graves pour mes recherches, car j'en avais déjà effectué un dépouillage complet. L'impossibilité d'accès aux ressources bibliographiques était, en revanche, plus déplaisante, mais m'encourageait à une réflexion transdisciplinaire. Mes instruments de travail n'étant pas disponibles en ligne, je cherchais alors mon information dans des articles accessibles sur les plateformes de bibliothèques numériques, dans d'autres disciplines ou traitant de sujets, au prime abord, éloignés du mien. Surtout, j'y faisais des découvertes intéressantes à titre comparatif.

Ainsi, alors que je travaille sur l'organisation ecclésiale et identitaire de l'Église grecque-melkite catholique aux États-Unis des années 1960 à 1970, je me suis surprise à lire l'article d'une anthropologue sur l'existence d'un sanctuaire domestique à Beyrouth. Au départ, je souhaitais m'informer sur la liturgie melkite. Comme les livres sur ce sujet que j'avais déjà consultés à la bibliothèque n'avaient pas été numérisés, je tapais dans la barre de recherche le mot-clé « iconostase melkite » : l'un des premiers résultats fut cet article sur un sanctuaire domestique à Beyrouth. Le titre n'était pas spécialement évocateur, mais, par curiosité, j'ai cliqué sur le lien. L'auteure évoque, dans l'introduction, l'instauration d'un « phénomène de purification de la liturgie et des lieux de culte de leurs composantes latines »¹ au Liban à la suite de l'édiction par le Vatican du Code des canons des Églises orientales en 1990. Elle renvoie, en référence, à un chapitre d'ouvrage accessible en ligne exposant un phénomène similaire de purification dans des églises grecques-melkites

¹ Emma Aubin-Boltanski, « La très petite image de Notre-Dame de Soufanieh », *Archives de sciences sociales des religions*, n°174, 2016, p. 101-123.

catholiques en Hongrie et en Roumanie contemporains². Or, j'avais pu également observer ce même phénomène de purification des influences latines, à la suite de la promulgation par le Vatican du décret pour les Églises orientales *Orientalium Ecclesiarum* en 1964, dans les églises grecques-melkites catholiques des États-Unis. L'ampleur et le succès de cette reconstitution rituelle n'étaient pas les mêmes – le contexte national était différent – mais le processus était semblable.

J'aurais pu faire cette découverte sans le confinement. J'avais connaissance de ce phénomène dans les Églises orientales catholiques mais, je n'avais jamais pensé à faire le lien avec mon sujet parce que la chronologie et l'espace géographique étaient différents. Je découvris ainsi que mes lectures étaient trop centrées sur mon sujet ; les restrictions d'accès à la bibliographie à cause du confinement m'obligeaient finalement à lire autre chose et à me laisser surprendre. Le confinement m'incitait ainsi à renouveler mon approche, trop centrée sur mon objet d'étude. Les outils de ressources numériques avaient aussi leurs avantages. Auparavant, je les utilisais seulement pour consulter les articles cités dans les références des ouvrages papiers : désormais, je naviguais entre les liens hypertextes.

RETOUR EN FRANCE

Quelques jours avant que l'ambassade de France ne contacte l'ensemble des étudiants français encore présents au Liban, afin de savoir si nous étions intéressés par un éventuel rapatriement, je pris la décision de rentrer en métropole. La plupart de mes camarades étaient déjà rentrés avant la fermeture de l'aéroport. Le 1^{er} avril 2020, je reçus la confirmation par le consulat de la mise en place d'un vol spécial, destiné aux ressortissants français résidents temporaires au Liban, pour le surlendemain. La route qui mène à l'aéroport traverse la banlieue sud de Beyrouth, contrôlée par le parti chiite Hezbollah. Celui-ci, proche du Ministre de la Santé libanais, avait mis en place, dès le début de l'épidémie, un programme fort de lutte contre le coronavirus, censé encourager la mobilisation des partisans grâce à une rhétorique guerrière : le coronavirus et l'État hébreu ne faisaient qu'un seul ennemi. Pourtant, lorsque le taxi qui m'emmenait à l'aéroport le 3 avril s'engouffra dans le quartier, les rues étaient bondées de voitures, de jeunes à mobylettes et de passants qui se saluaient chaleureusement sans trop de respect de la « distanciation sociale ». Un homme, accoudé à la portière d'une voiture, discutait avec le conducteur. Je me disais qu'en réalité, le calme complet y eût été anormal. On ne l'avait observé que fin août 2019 : deux drones israéliens s'étaient écrasés sur un immeuble du faubourg sud de Beyrouth.

L'arrivée à l'aéroport fut inhabituelle. Les militaires y étaient plus nombreux que les voyageurs. La destination de l'aéroport de Paris Charles de Gaulle était la seule prévue sur le tableau d'affichage et les vols encore affichés vers Riyad, Dubaï ou Amman étaient tous annulés. Étudiants français et espagnols, cadres français de retour d'une mission écourtée au Liban, et quelques

² Stéphanie Mahieu, « Icons and/or Statues? The Greek Catholic Divine Liturgy in Hungary and Romania, between Renewal and Purification » dans *Eastern Christians in Anthropological Perspective*, dir. Chris Hann et Hermann Goltz, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, p. 79-100.

familles franco-libanaises attendaient dans le hall de l'aéroport. Les membres de l'ambassade, présents pour nous délivrer masques et attestations de déplacement, se prenaient en photo avec l'hôtesse en charge du protocole sanitaire. Avant l'enregistrement des bagages, deux infirmiers en blouse blanche contrôlèrent notre température à l'aide d'un thermomètre à infrarouge. Lorsque l'on m'isola à part, à cause d'une température jugée trop élevée, j'y vis, une dernière fois, la représentation du paradoxe libanais, entre intransigeance et indulgence, entre un médecin, appelé en renfort, qui hésita à m'autoriser à embarquer et une infirmière qui, à la vue de mon inquiétude, plaida pour ma cause. Je quittai finalement le Liban comme je l'avais trouvé : avec un *saj hummus* servi par les hôtesse d'Air France.

Marie Auberger